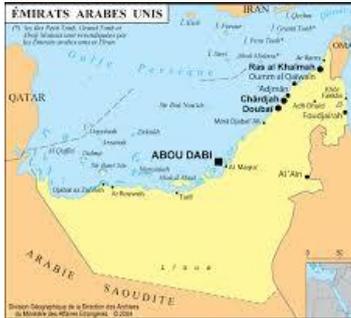


**EMIRATS ARABES UNIS : FICHE PAYS – JUIN 2024**



Catégorie OCDE (2024) : 2/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : AA / Aa2 / AA-

Change : Dirham (AED) / Régime de change fixe ancré à l'USD

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

**FORCES**

- Fonds souverain avec d'importantes réserves
- Economie relativement plus diversifiée que la moyenne de la région
- Réserves d'hydrocarbures (Abu Dhabi)
- Centre d'affaire régional (Dubai)
- Stabilité politique de la Fédération

**FAIBLESSES**

- Inégalités économiques entre les émirats
- Dépendance encore élevée au pétrole
- Peu de transparence sur les entités publiques et sur les données privées

**SYNTHÈSE :**

Évolution des risques : positive

**Environnement macroéconomique et financier :**

- Vulnérabilité de la croissance : Malgré une contraction des activités pétrolières, la croissance du PIB est restée robuste en 2023 (+3,6 %), avec une dynamique positive des secteurs hors hydrocarbures, qui porterait également l'activité en 2024. A moyen terme, les perspectives semblent favorables en raison des investissements massifs à Abu Dhabi, qui visent à renforcer les capacités de production d'hydrocarbures et à accélérer le processus de diversification (tourisme, hautes technologies) ;
- Vulnérabilité des comptes publics : Les Emirats disposent de marges de manœuvre budgétaires confortables. Le FMI table sur une baisse graduelle de l'endettement public (près de 30 % du PIB en 2023). Le manque de transparence rend peu lisible la situation des entreprises publiques, dont la dette a été restructurée par le passé ;
- Vulnérabilité extérieure : Les E.A.U dégagent un excédent courant structurel. La multiplication des accords de libre-échange serait synonyme de nouvelles opportunités à moyen terme. Les E.A.U sont créanciers nets vis-à-vis du reste du monde et les importantes réserves de change du fonds souverain limitent fortement les risques de vulnérabilité externe.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire peut compter sur une capitalisation solide. Si les récents signaux sont désormais plus positifs, l'exposition au marché immobilier et aux entreprises publiques reste un point de vigilance à terme.

**Environnement politique et gouvernance :**

- Stabilité socio-politique : Les E.A.U jouissent d'une forte stabilité politique. Les récents rapprochements officiels (Israël, Qatar, Chine) renforcent l'image du pays à l'international mais ses ambitions de paix régionale sont contrariées par les récents événements (guerre à Gaza, risque sécuritaire en Mer Rouge et dans le Détroit d'Ormuz) ;
- Climat des affaires : Le pays multiplie les mesures pro-business et table sur le renforcement de son attractivité auprès des investisseurs étrangers pour enclencher une nouvelle phase de diversification et de privatisation de son économie.

**Environnement et politique du climat :**

- Vulnérabilité climatique : Du côté du risque physique, les performances sont un peu meilleures que la moyenne mondiale. Mais la dépendance aux énergies fossiles et la volonté de renforcer les capacités de production, ainsi que de fortes émissions de CO2 sont des points faibles significatifs. Les E.A.U s'engagent toutefois sur un développement accéléré des énergies renouvelables.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2016 et 2020 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Inde	10,2%	1 Chine	14,0%
2 Japon	8,0%	2 Inde	11,3%
3 Iraq	6,9%	3 Etats-Unis	8,6%
4 Arabie S.	6,1%	4 Allemagne	4,9%
30 France	0,6%	14 France	1,9%

Sources : CNUCED

**Principaux produits échangés**

Part des échanges de marchandises en 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Combustibles	52,3%	Métaux précieux	21,0%
Métaux précieux inerie élect.	13,9%	Machinerie élect.	11,9%
Machinerie méca.	7,8%	Machinerie méca.	8,2%
Automobiles	4,5%	Automobiles	5,7%
	3,0%	Combustibles	4,9%

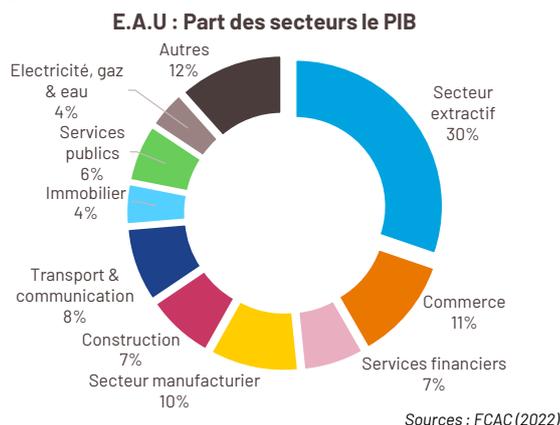
Sources : ITC



## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

EMIRATS ARABES UNIS	2020	2021	2022	2023 (e)	2024 (p)	2025 (p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	349	415	507	504	528	550
<i>Rang PIB mondial</i>	36	36	29	31	31	31
Population (Mns)	9,3	9,6	9,6	9,7	9,8	9,9
<i>Rang Population mondiale</i>	94	91	89	88	88	85
PIB / habitant (USD)	35 577	43 438	52 627	51 907	53 917	55 783
Croissance PIB (%)	-5,0	4,4	7,9	3,6	3,5	4,2
Inflation (moyenne annuelle, %)**	-2,1	-0,1	4,8	1,6	2,5	NA
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	9,5	10,8	9,7	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique (% PIB)	41,1	35,9	31,1	30,9	30,3	30,3
Solde public (% PIB)	-2,5	4,0	9,9	6,3	4,5	4,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	6,0%	11,5%	11,6%	9,3%	7,8%	6,9%
IDE (% du PIB)**	0,3%	-0,5%	0,3%	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	4,0	3,9	3,8	5,0	5,1	5,1
Dette extérieure totale (% PIB)	107%	97%	81%	95%	95%	95%
Dette extérieure CT (% PIB)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change**	0,27	0,27	0,27	0,27	NA	NA
<b>SYSTEME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés**	18,2	17,2	17,4	17,9	NA	NA
Taux de NPL**	7,6	7,5	7,3	5,9	NA	NA
ROE	6,9	11,5	13,0	13,2	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	61	62	57	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	16	NA	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>	5	4	3	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	40	53	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	12	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 04/2024), \*Banque Mondiale, \*\*CBUAE, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch



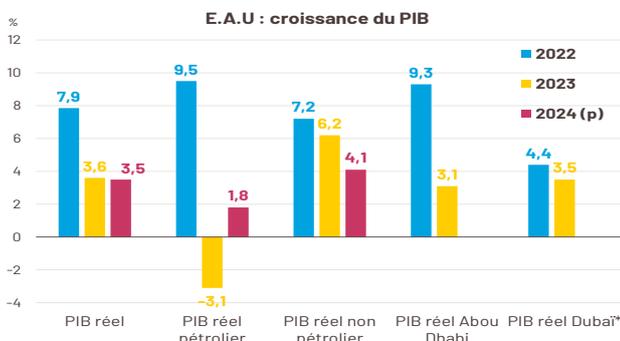


# 1. SITUATION ECONOMIQUE

## • Les secteurs hors hydrocarbures ont porté l'activité en 2023

Selon la Banque centrale (CBUAE), la croissance du PIB at atteint +3,6 % en 2023 (après +7,9 % en 2022). Ce ralentissement est imputable aux coupes de production de pétrole dans le cadre des accords de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP+) au T2 afin de soutenir les cours. Dès lors, le PIB lié aux hydrocarbures s'est contracté de -3,1 % en 2023, tandis que les autres secteurs d'activité ont enregistré une croissance de +6,2 % en moyenne.

Le secteur des services (commerce, transports) a notamment bénéficié d'une consommation privée dynamique, portée par la dynamique démographique<sup>1</sup>. En 2023, les recettes du secteur du tourisme<sup>2</sup> ont dépassé les niveaux pré pandémie, en lien avec les flux de visiteurs dans le cadre de la COP28. Par ailleurs, l'investissement public a été renforcé en 2023, avec des projets d'infrastructures qui ont soutenu le secteur de la construction. Dans un tel contexte, le secteur de l'immobilier a confirmé l'embellie observée en 2022 (après cinq années de repli entre 2017 et 2021) et les prix ont augmenté de +10,4 %, selon NBD.



Sources : CBUAE, FMI (e) : estimations (p) : prévisions \*Estimation sur la période T1-T3

## • Croissance soutenue en 2024

En 2024, les leviers de croissance seraient identiques à ceux observés en 2023, avec une croissance toujours soutenue des activités hors hydrocarbures. Les instituts de prévisions s'entendent sur une activité qui resterait plutôt robuste, tablant sur une croissance du PIB comprise entre +3,2 % et +4,2 %. L'écart de prévisions s'explique principalement par les hypothèses concernant

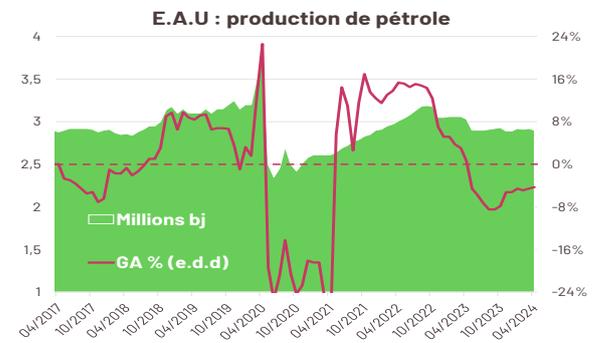
<sup>1</sup> Les réformes sur le marché du travail et pour faciliter l'accès à la propriété et une reprise accélérée de l'activité économique depuis 2021 ont conduit à d'importantes arrivées d'expatriés et la population a augmenté de +4,6 % depuis 2020.

<sup>2</sup> Le secteur du tourisme représente ≈20 % du PIB de Dubaï.

<sup>3</sup> Prix du baril de Brent de 88 USD en mai vs. 82,5 USD en 2023 et une prévision de 88 USD en m.a pour 2024 selon l'EIA.

<sup>4</sup> Actuellement la production atteint 2,9 MI b/j et pourrait augmenter de +0,3 MI b/j entre le T4 2024 et le T3 2025.

la production dans le cadre des accords OPEP+<sup>3</sup> : les coupes dans la production pétrolière sont maintenues jusqu'au T3 2024 avant une potentielle reprise au T4<sup>4</sup>. Un relâchement des quotas en fin d'année ne conduirait qu'à un léger rebond du PIB lié aux hydrocarbures (près de +1 % en moyenne sur l'année).



Sources : EIA, Refintiv

Les contours de reprise sur le marché pétrolier conditionnent en partie les perspectives de croissance à Abu Dhabi<sup>5</sup>, dont près de 50 % de l'activité repose sur l'exploitation des hydrocarbures. Comme en 2023, l'activité de l'émirat resterait principalement portée par les activités hors hydrocarbures (+9,3 % en m.a en 2023), tandis que le processus de diversification s'accélère depuis la sortie de pandémie (commerce, secteur financier, industrie)<sup>6</sup>.

A Dubaï, la croissance des activités de services (commerce, tourisme, transports) resterait soutenue. La multiplication des accords de libre-échange (cf. parties suivantes) favoriserait une expansion du secteur de la logistique (Dubaï joue un rôle central pour les activités de ré-export<sup>7</sup>, qui représentent près du quart des exportations du pays selon la CBUAE). Le secteur immobilier ne semble pas avoir été affecté par le resserrement des conditions de financement<sup>8</sup>, le marché se caractérisant par un surplus de demande tandis que le secteur de la construction affiche une dynamique favorable et une situation financière plus robuste.

## • Un secteur bancaire résilient à ce stade

La levée des mesures de soutien liées au Covid-19 (report de remboursement, reclassification des prêts en souffrance) n'a finalement pas conduit à une augmentation des prêts non performants (5,9 % du total de l'encours des prêts en 2023). Le redressement du

<sup>5</sup> L'émirat représente près de 60 % du PIB des E.A.U.

<sup>6</sup> Pour rappel, l'absence de diversification avait pesé sur la croissance de l'émirat à la fin des années 2010 : +2,1 % en moyenne dans un contexte de prix du pétrole bas.

<sup>7</sup> Principalement des métaux précieux, des véhicules, biens de télécommunication et composants électroniques.

<sup>8</sup> Hausse des taux de +475 pbb entre avril 2022 et juillet 2023.



marché de l'immobilier atténue les risques liés à ce secteur<sup>9</sup> et aux entreprises publiques (GRE) majoritairement présentes dans ce secteur (la dette des GRE est opaque et représenterait le niveau élevé de 70 % du PIB selon Fitch). Par ailleurs, les banques ont renforcé leur solvabilité<sup>10</sup>.

- **Perspectives favorables à moyen terme**

A horizon 2029, la croissance du PIB atteindrait +4,4 % par an selon le FMI. Un plan d'investissement de 150 Md USD par la compagnie nationale pétrolière ADNOC d'ici 2027 permettrait de largement renforcer les capacités d'exploitation d'hydrocarbures, pour produire 5 Mb/j de pétrole (+66 % par rapport aux capacités de production actuelle) et de doubler les exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) à 12 M de tonnes / an à partir de 2026, avec notamment la signature d'un nouveau contrat d'approvisionnement pour le marché européen à partir de 2028. Par ailleurs, Abu Dhabi investirait 47 Md USD d'ici 2031 pour diversifier son économie<sup>11</sup> afin de consolider la part du secteur non pétrolier à 60 % de son PIB d'ici 2030 (52 % en 2022) avec plusieurs secteurs ciblés : chimie, pharmacie, équipements électriques. Dans le cadre de l'Agenda 2033, Dubaï ambitionne de doubler le volume d'Investissements Directs Etrangers (IDE) à 16,3 Md USD / an et de faire de l'émirat une des 5 premières places financières au monde<sup>12</sup>.

Pour atteindre ces objectifs, un renforcement du climat des affaires est nécessaire et constitue un axe majeur de cette stratégie de développement. La Fédération a relevé les plafonds des participations étrangères dans des secteurs clés. Dans 122 secteurs (santé, transports, secteur manufacturier) le capital peut désormais être détenu à 100 % par des investisseurs étrangers, en dehors des zones franches<sup>13</sup>.

De plus, les E.A.U ont assoupli leur politique de visas, et de conditions d'obtentions de la nationalité, en vue d'attirer des profils spécifiques (investisseurs, ingénieurs, scientifiques, etc.). L'introduction d'un impôt sur les sociétés de 9 % à partir de juin 2023 ne devrait pas menacer le climat des affaires, au vu des nombreuses exemptions<sup>14</sup>.

<sup>9</sup> Immobilier et construction représentent près de 20 % de l'encours total des crédits (hors prêts hypothécaires).

<sup>10</sup> Ratio fonds propres sur actifs pondérés : 17,9 %.

<sup>11</sup> Secteur financier, tourisme, hautes technologies et émergence des projets à faible intensité carbone.

<sup>12</sup> En 2023, les E.A.U se classaient au 2<sup>e</sup> rang mondial en termes de projets attirant des IDE (15,5 Mds USD), dans les hydrocarbures (Sharjah), les services aux entreprises (Dubaï) et les ENR et les véhicules électriques (Abu Dhabi).

## 2. FINANCES PUBLIQUES

Le solde public est très fortement dépendant du niveau du prix du pétrole (un déficit hors hydrocarbures très creusé : -14 % du PIB non pétrolier<sup>15</sup>). Après la chute des prix pétroliers de 2015, des coupes ont été effectuées dans les dépenses (rationalisation des subventions) et de nouvelles taxes ont été introduites (TVA, tourisme, hôtellerie) avant un nouveau cycle de hausses des dépenses en 2019 (plan d'investissement à Abu Dhabi et préparation de l'Expo 2020 à Dubaï). Post crise sanitaire en 2020, les E.A.U ont rapidement renoué avec un excédent public, qui a néanmoins diminué en 2023 (+6,4 % du PIB selon le FMI) en raison de la baisse de -11% des recettes (principalement celles liées aux hydrocarbures, 50 % des recettes totales) et d'une hausse de +10 % des dépenses publiques. Le Budget 2024 table sur une hausse de +17 % des dépenses publiques, essentiellement tirées par des investissements dans les infrastructures, ce qui réduirait en principe l'excédent public, dont le niveau dépendra néanmoins fortement de l'évolution des prix et de la production pétrolière

La dette publique atteindrait près de 30 % du PIB en 2023 contre 17 % en 2015. Elle demeure à un niveau très modéré et les levées de dette sur le marché local et les marchés internationaux des capitaux l'ont été à des conditions très favorables au vu de la notation souveraine avantageuse des E.A.U.

## 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Multiplication des accords de libre échange**

Fort d'une structure d'exportations relativement diversifiée (cf. graphique ci-dessous), les E.A.U dégagent un excédent courant structurel (+9,3 % du PIB en 2023 selon le FMI) même lorsque le prix du baril recule. En 2024, cet excédent devrait néanmoins se réduire : la croissance soutenue de la demande interne (cf. Partie 1) favoriserait les importations<sup>16</sup>.

A moyen terme, le FMI table sur un excédent courant de plus de +6 % du PIB, en lien avec la hausse des capacités d'exportations d'hydrocarbures (le pays deviendrait exportateur net de GNL à partir de 2026). Par ailleurs, la signature de nombreux accords de libre échange depuis 2022 (Inde, Indonésie, Turquie, Corée du Sud, notamment) et une hausse des IDE dans les

<sup>13</sup> En contrepartie d'un minimum d'investissement dans des activités de R&D.

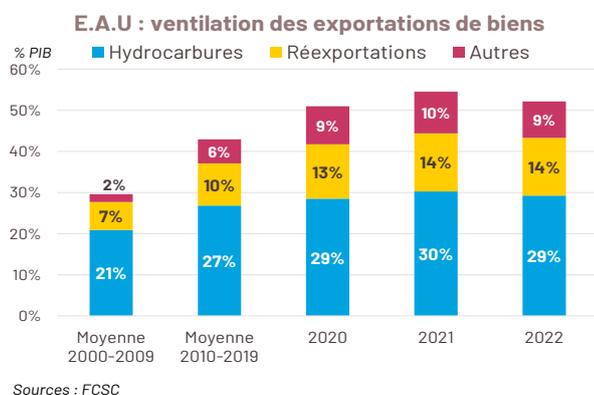
<sup>14</sup> Exemption dans les zones franches, pour les industries extractives et pour les entreprises avec des profits inférieurs à 102 000 USD annuels.

<sup>15</sup> Cependant, ce déficit se redresse depuis plus d'une décennie et s'avère limité par rapport aux pays voisins (-30 % du PIB en moyenne, jusqu'à -70 % au Koweït).

<sup>16</sup> Principalement des biens d'équipements liés aux développements des infrastructures



infrastructures logistiques et de transports permettraient de : i) diversifier l’approvisionnement en matières premières (notamment agricole, depuis l’Afrique), ii) s’ouvrir de nouvelles voies de commerce (notamment via l’Asie centrale) et iii) s’offrir des débouchés à l’export pour ses biens non pétroliers.



- **Une position externe robuste**

La dette externe atteignait 95 % du PIB en 2023, selon le FMI, et correspondait essentiellement à l’endettement des sociétés financières. Les E.A.U disposant par ailleurs d’une position de créanciers nets vis à vis du reste du monde, qui atténue fortement les risques. En cas de scénario adverse, les E.A.U peuvent compter sur les importantes réserves des fonds souverains (ADIA, Mubadala à Abu Dhabi et ICD à Dubaï), qui disposent de plus de 1 580 Md USD d’actifs sous gestion (plus de 310 % du PIB).

Dans le cadre de l’ancrage du dirham à l’USD, la CBUAE calquera ses baisses de taux d’intérêt sur celles de la Fed aux Etats-Unis et procèdera probablement à une ou plusieurs baisses des taux courant S2 2024.

## 4. ASPECTS POLITIQUES

Les E.A.U se caractérisent dans la région MENA par une grande stabilité politique. A titre d’exemple, la Fédération n’a pas été affectée par les mouvements du Printemps arabe au début des années 2010. Le pays bénéficie d’une bonne image internationale, notamment grâce à son *soft power* (le Louvre Abu Dhabi et les relations avec le Vatican en sont de bons exemples). Cependant, les conditions de vie des travailleurs étrangers font l’objet de nombreuses critiques et alertes de la part d’ONG.

Les E.A.U jouent un rôle politique non négligeable dans la région MENA et sont des alliés économiques et politiques clés de l’Arabie Saoudite (toutefois des tensions sont survenues sur les dossiers du Yémen et au sein de l’OPEP+). Les E.A.U adoptent une posture

<sup>17</sup> Surtout dans un contexte d’attaques terroristes des Houthis, soutenues par l’Iran, du Yémen, et de retrait progressif des forces américaines dans la région.

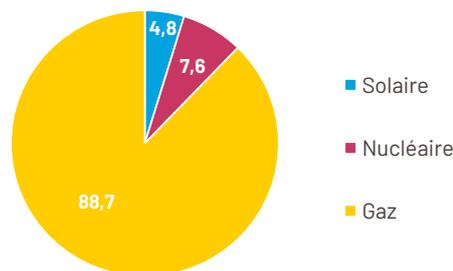
relativement neutre dans les conflits en Ukraine et à Gaza, le pays entretenant des relations de proximité avec la Russie et ayant entamé des relations économiques avec Israël depuis 2020.

La signature d’un accord de solidarité et de stabilité a permis de lever l’embargo sur le Qatar. Les relations avec l’Iran sont plus tendues. Toutefois la volonté des E.A.U de garantir la stabilité de la région et sa sécurité<sup>17</sup> favorise une nouvelle phase de dialogue, pour éventuellement renouer avec un partenaire auparavant clef à l’export<sup>18</sup>. Par ailleurs, les E.A.U ont initié dans le Golfe une phase de rapprochement avec Israël, avec qui un accord de paix a été signé en août 2020. Toutefois, la guerre à Gaza et les nouvelles tensions dans la région (risque sécuritaire en Mer Rouge et dans le Déroit d’Ormuz) vont davantage dans le sens du renforcement de l’instabilité régionale. Les E.A.U opèrent également un rapprochement avec la Chine, qui favoriserait une meilleure intégration aux Nouvelles Routes de la Soie.

## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le pays est le cinquième moins bien classé dans le monde en termes d’émissions de CO2 par habitant. Les E.A.U présentent de résultats légèrement meilleurs que les pays de la région MENA à l’indicateur ND-Gain, mesurant le risque physique. La forte spécialisation du pays dans les hydrocarbures et la volonté des autorités de renforcer leurs capacités d’exploitation d’hydrocarbures (cf. Partie 1) apparaissent comme des freins importants à la transition écologique et environnementale. Le pays a malgré tout accueilli la conférence internationale de la COP23.

**Emirats Arabes Unis : production d’électricité par sources, en % (2022=139,42 TWh)**



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

La production d’électricité repose essentiellement sur des énergies fossiles (89 % du total en 2022, cf. graphique). ADNOC, la compagnie nationale pétrolière d’Abu Dhabi, intensifie aux côtés de la société nationale Masdar ses financements dans le développement de technologies de décarbonation et surtout pour renforcer la part des énergies renouvelables (ENR) dans le mixte

<sup>18</sup> 1<sup>er</sup> partenaire à l’export dans la région du Golfe et du Déroit d’Ormuz pendant la première partie des années 2010.



énergétique. L'objectif communiqué est de passer cette part de 12 % actuellement à 30 % en 2030 et à 44 % en 2040 (les autorités locales intègrent l'énergie nucléaire).

Le pays compte investir dans la production d'hydrogène bleu (basé sur le gaz naturel) mais également vert d'ici 2030, avec une capacité de 2 GW.

## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.